

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 112 (1967)
Heft: 11

Artikel: La guerre du Yémen, cet autre conflit limité
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaud
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-343387>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

Direction-Rédaction par intérim : colonel-divisionnaire **Montfort**

Rédacteur-Adjoint : Colonel EMG **Georges Rapp**

Administration : Lt-colonel **Ernest Büetiger**

Editeurs et expédition : Imprimeries Réunies S. A., av. de la Gare 33, 1000 Lausanne
(Tél. 23 36 33 — Chèq. post. 10-5209)

Annonces : Publicitas S. A., succursale, rue Centrale 15, 1000 Lausanne

ABONNEMENT: Suisse: 1 an Fr. 14.—; 6 mois Fr. 8.—
Etranger: 1 an Fr. 17.—; 6 mois Fr. 9.—
Prix du numéro: Fr. 1.50

La Guerre du Yémen, cet autre conflit limité

Les conflits du Vietnam, du Sinaï, du Congo et du Nigeria ont en quelque sorte masqué cette autre guerre limitée qui, après cinq longues années, semble se terminer enfin au Yémen.

Or il s'agit là d'une campagne riche en enseignements de tous ordres. Car non seulement elle éclaire d'une manière saisissante les diverses tendances et rivalités du monde arabe actuel si divisé, mais elle jette une lumière nouvelle sur des aspects particulièrement intéressants de la situation géopolitique et géostratégique du moment.

Comment cette guerre est-elle née et comment a-t-elle évolué? Pourquoi a-t-elle duré cinq ans et pourquoi le cessez-le-feu de 1965 est-il resté lettre morte? Quels étaient les atouts de l'imam Badr, le vainqueur probable du conflit?

L'INITIAL SUCCÈS DE SALLAL ET DE NASSER:
ÉPHÉMÈRE BÉNÉFICE DE LA TRAHISON ET DE LA SURPRISE

Soutenu par ses « officiers libres », le colonel Nasser, avec quelques chars agissant par surprise, avait pu s'emparer du

palais royal de Sana. C'était en septembre 1962, au lendemain de l'avènement de l'imam Badr...

Mais le succès ne fut pas complet : déguisés en femmes, les princes avaient réussi à s'échapper par une porte dérobée, pour rejoindre leurs nombreux fidèles et organiser la résistance dans le pays...

Rien n'avait laissé prévoir ce putsch, œuvre d'un ingrat. Car, dès son accession au trône, le nouveau souverain avait libéré de prison un certain major Sallal, enfermé par l'imam défunt. Il l'avait promu colonel et nommé gouverneur de Hodéïda...

C'est donc par surprise que ce dernier avait accompli son forfait, aidé par son second, l'actuel général Abdallah Guzéïlan. Ce complice passe d'ailleurs pour le père spirituel de la révolution et certains voyaient en lui le futur « raïs » du Yémen républicain.

Mais Sallal — qui s'était promu chef de l'Etat et maréchal — n'aurait pas pu envisager son coup d'Etat sans la promesse antérieure d'une substantielle aide égyptienne. En fait, celle-ci se matérialisa par l'envoi immédiat d'un corps expéditionnaire, qui devait atteindre l'effectif de 85 000 hommes.

Ce concours n'était certainement pas désintéressé : Nasser semblait reprendre le vieux rêve de Méhémet Ali. Le Yémen devait lui apparaître comme une potentielle province du grand empire qu'il comptait ériger, sous l'étiquette d'une vaste fédération des Etats socialistes arabes.

En attendant, Sallal et le raïs régnaient par la terreur. Les prisons regorgeaient de détenus politiques. Des exécutions massives avaient inauguré le nouveau régime, puis s'étaient poursuivies à un rythme plus ralenti... La police procédait à des déportations en masse, de jeunes et très jeunes Yéménites surtout, source essentielle des nombreux effectifs d'une résistance croissante.

Cette action policière était prolongée par des interventions de l'aviation égyptienne : bombes ordinaires, napalm, substances toxiques. Elles étaient dirigées autant contre les

populations que contre les quelque 350 000 guerriers de l'Imam.

La Croix-Rouge Internationale avait tenté, dès le déclenchement des hostilités, de faire sentir son action bienfaisante au bénéfice des victimes des bombardements, des enfants notamment. Mais sa tâche avait souvent été difficile. Et ses représentants devaient inviter les missions organisées par diverses Eglises européennes — pour distribuer des médicaments, des aliments et vitamines aux tribus éprouvées — à ne pas franchir la frontière. La puissance occupante avait en effet menacé de raser toute localité ayant laissé passer un médecin ou un convoi d'aide aux victimes de la guerre. Même les observateurs de la Croix-Rouge Internationale ont alors vu leurs convois, pourtant ostensiblement munis de l'insigne de l'organisation, pris sous le feu des avions égyptiens, en plein jour.

Mais le succès de Sallal n'a pas été définitif. Certes, l'ancien imam, Ahmad Ibn Yahia, souverain d'autrefois, avait été un despote de droit divin, rigide, bien que personnellement désintéressé et entièrement consacré au bien public. Il n'avait jamais admis la moindre atteinte à son pouvoir absolu.

Son fils, par contre, estimait qu'une réforme des institutions s'imposait au Yémen. Tout en témoignant à son père une fidélité sans réserve et un respect total, il avait préparé son accession au trône avec la ferme intention de procéder à l'adaptation de son pays au monde moderne. Dès 1959, alors qu'il assurait la régence du royaume, il avait déclaré à Radio Sana: « Le Yémen est parvenu au seuil d'une ère nouvelle. » La libération de Sallal avait correspondu à cette orientation.

A vrai dire, El Badr a été surpris par ce coup d'Etat, comme l'a été le pays dans l'ensemble. Car la République proclamée après cette révolution ne correspondait absolument pas au vœu profond de la majorité du peuple yéménite. Et le nouveau régime n'a pu se maintenir, pendant cinq ans, que par la terreur à laquelle il vient d'être fait allusion. Tout étranger arrivant aux portes de Sana devait déposer son arme, le légén-

daire poignard, avant de pénétrer dans la ville. La légitimité de cette République, établie à la sauvette et maintenue grâce aux forces de la R.A.U., a été contestée même par le président Bourguiba, qui lui a finalement refusé la reconnaissance qu'il avait d'abord envisagée. En effet, l'arrivée à Sana de nombreux « techniciens » russes ou est-allemands concrétisait une certaine inféodation du nouveau régime au camp communiste, une dépendance préjudiciable à l'unité et à la personnalité propre du monde arabe.

Du côté occidental, les attitudes furent diverses, parfois surprenantes. Détail étonnant : la République fédérale allemande fut la première à reconnaître la République de Sallal. Elle fut suivie par les Etats-Unis, qui semblaient s'incliner devant le fait accompli.

La Grande-Bretagne par contre — qui avait une meilleure expérience et compréhension de l'évolution arabe — accorda, consciente de ses responsabilités « à l'est de Suez », son appui à l'Imam. L'Iran et l'Arabie séoudite agirent de même. Le gouvernement royal put se réfugier dans ce dernier Etat, en même temps qu'il s'établit, au Nord-Yémen, dans la forteresse de Camp El Mansour.

Bref, les forces républicaines et égyptiennes, après avoir submergé une partie du territoire yéménite, se heurtèrent à une résistance vite organisée, progressivement dotée de moyens plus modernes, grâce aux appuis reçus. Car bientôt, par l'intermédiaire de Djeddah, les forces royales bénéficièrent même d'un armement américain, venu sans doute des bases US de Turquie. Ce soutien des Etats-Unis, à un combat contre un gouvernement reconnu par eux, caractérise bien cette guerre du Yémen, riche en contradictions.

Celles-ci apparaissent notamment dans les tentatives du règlement du conflit, entreprises par Nasser et Fayçal, les deux « Grands » du secteur.

L'ACCORD MANQUÉ FAYÇAL-NASSER
A FAIT APPARAÎTRE LES CONTRADICTIONS INTERNES
DU MONDE ARABE

La tentative de paix entre l'Arabie séoudite et l'Égypte — devenues les deux grands adversaires dans le conflit du Yémen — avait été précédée d'un effort de médiation des Nations Unies. Le Conseil de sécurité avait même envoyé sur place un observateur, dont l'action n'aboutit à aucun résultat positif. De même, les interventions dans le cadre du monde arabe n'avaient pu obtenir qu'une suspension d'armes éphémère, en novembre 1964.

Mais la guerre apparaissait de plus en plus comme un échec de Nasser. En effet, les troupes du raïs, après leurs succès initiaux, durent se replier finalement sur le triangle Sana, Hodeïda, Taez.

Par ailleurs, ni Nasser, ni Sallal ne parvinrent à faire l'union dans ce pays si divers, où les montagnards s'opposent aux gens des plaines, les sédentaires aux Bédouins du désert, les zeïdites aux chaféïtes. Même des tribus apparemment acquises au nouveau régime, entretenaient des relations avec l'Imam qui ralliait une partie de plus en plus grande de la population, notamment un nombre croissant de jeunes, dirigés par des princes. Ces derniers avaient leurs martyrs, en particulier le prince Alhassan Ibn Ali, chef du « Mouvement des Jeunes » et ministre de l'Éducation et de la Jeunesse, assassiné lors du putsch, et dont le cadavre était resté exposé aux portes de Sana.

Une tentative de Sallal de créer lui aussi des organisations de jeunes échoua. Même les scouts qu'il avait fait entraîner et élever dans l'esprit républicain le trahirent. Certains d'entre eux, envoyés dans les rangs des partisans d'El Badr, afin de les noyauter et de procéder à une « Saint-Barthélemy » des chefs royalistes, s'empressèrent de se présenter à leurs victimes désignées et de se mettre à leur service.

Bref, même les troupes du chef d'Etat républicain devenaient suspectes. Quant à Nasser, déjà deux fois battu par les Israéliens, il subit au Yémen sa troisième grande défaite...

Dans ces conditions, le raïs avait donc un certain intérêt à conclure un accord avec le grand protecteur de l'Imam, le roi Fayçal. Ce dernier intervenait dans le conflit, tant par une aide matérielle que — plus discrètement — par une « troupe blanche », composée de Bédouins dévoués. Ceux-ci stationnaient à proximité de la frontière. Leur action, pour être officieuse, n'en était pas moins efficace...

Mais Fayçal avait lui aussi intérêt à l'arrêt d'une guerre dans son voisinage, du moment qu'allait être consacrée la victoire l'Imam, représentant moderne de l'Islam féodal traditionnel.

La prise de contact entre le souverain séoudite et le raïs, en vue d'une cessation des hostilités, était donc naturelle et logique. La volonté de mettre fin au conflit était certainement sincère de part et d'autre.

Les deux chefs d'Etat se rencontrèrent donc en août 1965. Un accord fut conclu — à Djeddah, le 24 août 1965 — pour régler le départ des troupes égyptiennes, la cessation de l'aide fournie par l'Arabie séoudite, ainsi que pour prévoir un référendum, par lequel la population yéménite devait décider de son destin.

Les principales dispositions de ce document étaient les suivantes :

1. Consultation populaire relative au régime politique du Yémen, en novembre 1966 au plus tard;
2. Dans l'immédiat: convocation d'une conférence de 50 personnalités yéménites des deux camps, pour décider de la forme d'un régime transitoire, procéder à la désignation des membres du gouvernement provisoire et fixer les modalités ainsi que l'objet précis du référendum;
3. Cessation immédiate des hostilités;

4. Arrêt de l'aide séoudite et retrait des forces égyptiennes, au plus tard dix mois à compter du 23 novembre 1965;
5. Constitution d'une commission mixte de contrôle du cessez-le-feu. Collaboration des deux pays contractants, notamment par contacts directs entre le président Nasser et le roi Fayçal, pour l'exécution de l'accord.

En fait, cette convention ne fut réellement appliquée ni d'un côté, ni de l'autre. Les principaux intéressés n'avaient d'ailleurs pas participé aux négociations. Le président Sallal risquait, une fois privé du soutien militaire de Nasser, d'être submergé par les partisans de la dynastie. L'Imam, pour sa part, ne pouvait se résigner à démobiliser ses troupes avant le départ définitif des forces égyptiennes. Mais la conférence échoua, faute d'un accord sur le régime transitoire.

Dans ces conditions, la guerre reprit de plus belle, la guerre sans quartier, des deux côtés. Elle s'étendit même à l'Arabie séoudite, par où parvenait l'aide américaine aux troupes royalistes. Et, en janvier 1967, le raïs fit bombarder la ville de Najran, où se trouvaient un camp d'entraînement et des dépôts des forces de l'Imam. Si Nasser avait escompté alors un soulèvement des éléments hostiles à Fayçal et des réfugiés palestiniens locaux, il s'était lourdement trompé: les pertes importantes parmi la population séoudite, victime de cette intervention, déclencha une recrudescence de haine contre les Egyptiens.

L'Imam disposait alors de 350 000 hommes, ainsi qu'il vient d'être dit. Les princes avaient obtenu le concours de techniciens britanniques et ils s'étaient entourés de mercenaires, spécialistes de la guerre révolutionnaire: des Français, anciens d'Indochine, des Belges et des Allemands. Ce furent là d'excellents instructeurs, qui organisèrent des « commandos de choc » de qualité.

Le roi Fayçal, pour sa part, était alors décidé à lancer une offensive de grand style contre les forces républicaines et

égyptiennes, auxquelles les troupes loyalistes avaient déjà repris, selon certains renseignements, près des deux tiers du territoire.

La campagne du Sinaï devait arrêter les préparatifs du souverain séoudite, du fait de l'étonnante réconciliation intervenue entre lui et le raïs, lorsque la menace israélienne provoqua une temporaire et fragile unité du monde arabe. Or, déjà ce « front » de circonstance laisse apparaître des fissures. Mais Nasser, qui a sans doute dû procéder à des prélèvements sur ses forces si imprudemment engagées au Yémen, est maintenant dans des dispositions favorables au règlement d'un conflit auquel il n'a rien à gagner. D'autant plus qu'un accord librement consenti lui permettra de sauver la face, avant une défaite totale caractérisée...

Quant à l'Imam, il pourra, grâce à cette accord, donner à son pays les institutions modernes que réclame une évolution que le monde arabe ne peut pas ignorer. Mais quels sont les projets de rénovation d'El Badr?

LES PROJETS DE RÉFORME DE L'IMAM EL BADR, DESPOTE ÉCLAIRÉ MODERNE

« Je ne crains rien tant qu'une action précipitée. » C'est par cette formule que l'ancien Imam, Saif el Islam Ahmad, semblait écarter d'un geste une réforme, devenue inéluctable, des institutions du Yémen. Car ce dernier était alors figé dans un ordre établi, expression de l'Islam féodal du Moyen Age.

Pour comprendre cet état de choses il faut se reporter à l'histoire. Le Yémen, bien que placé à un carrefour maritime important, a été en fait pendant des siècles, l'un des pays les plus fermés du monde. En effet, l'expansion arabe s'était orientée vers l'ouest et ce territoire restait en quelque sorte relégué en dehors du courant de cette extension. Province lointaine, il a vécu replié sur lui-même, c'est-à-dire sous l'influence exclusive de ses imams, et figé dans une hiérarchie dépassée.

L'actuel souverain s'était bien rendu compte du besoin de rénovation de cet Etat demeuré en plein Moyen Age. Il s'était même rapproché de Nasser, dans lequel il avait d'abord cru reconnaître un rénovateur du monde arabe. Mais les réformes que voulait le raïs n'étaient pas de même nature que celles qu'entrevoit El Badr.

Ce dernier, en effet, ne reniait pas ses origines. Il ne croyait pas la féodalité islamique foncièrement mauvaise: il voulait seulement la rénover, l'adapter au monde moderne. Prince, il ne rejetait nullement l'autorité et le concours des princes de son royaume. Il demandait par contre à ces derniers d'être de leur temps, d'assumer leurs responsabilités vis-à-vis de tous les citoyens yéménites, mais en recueillant l'adhésion de ceux-ci, de la jeunesse surtout.

El Badr se présentait donc comme une sorte de « despote éclairé » tel qu'il en a existé dans les écrits — mais non pas dans la réalité — de notre dix-huitième siècle. Sa doctrine a trouvé un terrain favorable. En effet, en dépit des nombreuses oppositions entre tribus, fractions et sectes, il existe au Yémen des conditions propices à la réforme envisagée. Car la royauté constitutionnelle qu'elle implique sera bien accueillie dans ce pays qui compte peu d'illettrés, mais des princes dynamiques qui ont largement payé de leur personne dans la lutte contre Sallal et Nasser. Ces chefs désignés ont été suivis par des jeunes et des très jeunes qui portent les espoirs du pays.

Certaines tribus ou fractions avaient bien, dans un premier temps, semblé rejoindre les rangs des républicains. Mais les excès des 10 000 policiers de Sallal et des troupes de Nasser ont dressé de larges couches de la société yéménite contre le régime de Sana. Les vrais révolutionnaires ce sont en réalité les partisans de l'Imam, ceux dont le jeune ministre de la Jeunesse, le prince Abdullah, âgé de trente ans à peine, disait à un interlocuteur allemand: « Nous n'avons pas besoin qu'on nous sauve... Nous nous battons cent ans s'il le faut, jusqu'à la libération totale du pays. Mais ce que je ne comprends pas, c'est que le monde occidental ne se rende pas compte du fait

que la guerre du Yémen décidera du sort du communisme dans tout le Moyen-Orient. »

Quant au président du Conseil de l'Imanat, le prince Mohamed Ibn Alhussein, il résumait la situation, dès le début du conflit: « Nous nous battons pour un nouvel ordre mondial. C'est nous, les révolutionnaires!... »

* * *

Nasser et Fayçal, une fois encore, ont décidé d'arrêter les combats du Yémen. Les troupes égyptiennes doivent quitter le pays et être relevées par des contingents tunisiens, algériens et soudanais. Simultanément l'intervention séoudite cessera, si toutefois l'accord est respecté.

Bien entendu, le « président » Sallal s'efforce d'empêcher l'exécution de ce cessez-le-feu, dans lequel il est le grand perdant. Quant au raïs, il tentera de minimiser, par sa diplomatie, son échec. Mais il ne pourra pas, comme en 1956, transformer en victoire politique son incontestable défaite militaire.

Le Yémen, selon toute probabilité, suivra son souverain dans la voie de la royauté constitutionnelle. Le gouvernement futur émanera d'un parlement élu, prévu par El Badr. Ce dernier restera le cheikh el Islam vénéré, symbole de l'unité retrouvée du pays.

Alliant, dans son programme politique et social, la tradition islamique à une doctrine de progrès, il a triomphé grâce aux deux grandes forces qui animaient son mouvement. Il a été soutenu, en effet, par les Bédouins, traditionnellement et inconditionnellement attachés à la dynastie. Mais il a bénéficié aussi de l'appui général d'une jeunesse ardente et libérale, encadrée par des princes de la même génération, généreux et désintéressés. Beaucoup de ces derniers ont combattu dans les rangs des fidèles du roi et même sont tombés, tel le prince Ali Ibn Alhussein, mort à 22 ans, après avoir donné au pays une constitution provisoire.

A côté de ces forces vives du Yémen, les « républicains » — en perte de vitesse — sont désormais en minorité: sur les

quelque 4 500 000 habitants, 350 000 volontaires ont rejoint les forces royalistes.

Il est possible que l'exemple de l'Imam Badr fasse école dans les principautés traditionnelles voisines qui, elles aussi, doivent, sous peine de disparaître, concilier le passé et le progrès. Il n'en demeure pas moins que ce récent conflit — qui a duré cinq ans — a fait apparaître la profonde division du monde arabe et les nombreuses contradictions internes de ce dernier. Il a fait ressortir, une fois de plus, outre l'impuissance de l'ONU, l'omniprésence des deux « Grands ». Nous ne pouvons plus ignorer que ceux-ci — directement ou par nations interposées — participent plus ou moins intensément à tous les conflits... même limités. C'est là une des constantes de notre temps.

Enfin, dernière confirmation du conflit yéménite: l'efficacité de la guérilla, du soulèvement populaire, même contre un ennemi pourvu d'un armement classique moderne. Mais, dit-on dans les coulisses du monde international, des armes atomiques dites tactiques auraient pu être employées — en cas de prolongation de la guerre — par un ou les deux belligérants: il serait si tentant de procéder à de telles expérimentations...

Bref, les cinq années de la résistance de l'Imam sont une mine d'enseignements nombreux et multiples à bien des points de vue. Mais seront-ils retenus? L'histoire n'est-elle pas la mémoire obscure des nations?

Colonel Fernand-Thiébaud SCHNEIDER
